

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Mickaël DIORE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Charte de l'évènementiel responsable - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée, depuis le début de cette mandature, résolument vers l'éco-exemplarité.

Ainsi le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de Montpellier Méditerranée Métropole, dans lequel la Ville de Montpellier est pleinement engagée, est actuellement en cours de révision : l'éco-responsabilité au sens large est une des actions préconisées à termes par ce plan. Egalement, s'agissant des achats de l'administration mutualisée, ceux-ci s'inscriront dans une démarche durable et responsable structurée, en l'occurrence un Schéma de Promotion des Achats Publics Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER), en cours de pré-figuration pour 2022.

La Ville soutient fortement l'objectif ambitieux, au travers de l'action de la Métropole qui dispose de cette compétence, de réduire les ordures ménagères résiduelles produites sur le territoire de 40 % en 2024. Cet objectif sera atteint grâce à un ensemble de mesures en cours de mise en œuvre, telle que la tarification incitative des déchets, le compostage de proximité, la sensibilisation renforcée au tri des emballages, etc. Cette politique volontariste vers le « zéro déchet » s'appuie également sur une sensibilisation des usagers à la prévention des déchets à la source, en particulier grâce à la réduction du recours aux ustensiles jetables.

La Ville entend également favoriser une alimentation locale et de qualité, en soutenant les circuits courts et les produits issus de l'agriculture biologique.

Chaque année, la Ville accueille de nombreux évènements et manifestations sur la voie publique dont certains sont particulièrement emblématiques, régionalement et nationalement, et peuvent ainsi rassembler des milliers de participants. La Ville prête également des salles dont elle est propriétaire, du matériel, et verse des subventions pour l'organisation d'évènements sur son territoire.

Selon les données de l'ADEME, une manifestation d'environ 5 000 personnes peut produire environ 2,5 tonnes de déchets, soit 500 grammes par participant. Ces déchets génèrent des coûts pour la collectivité eu égard à leur collecte et traitement, ainsi que pour le nettoyage des voies publiques concernées. En outre, le rassemblement de centaines de participants sur les voies publiques concernées peut être source d'insalubrité, de pollutions et de coûts de nettoyage également importants. Enfin, les déchets jetés sur la voie se dirigent directement dans la mer dès lors qu'ils empruntent le réseau de gestion des eaux pluviales.

En outre, le rassemblement de centaines de participants est l'occasion de les sensibiliser à l'adoption de gestes éco-responsables de manière conviviale au cours de l'évènement, pratiques qui pénètrent de ce fait plus rapidement dans la société.

Comme pour les évènements organisés par la Ville, il est essentiel que les évènements se déroulant sur la voie publique ou dans des salles publiques prêtées par la collectivité, s'engagent dans une telle démarche d'éco-exemplarité.

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la présente charte, qui devra être signée par :

- les bénéficiaires d'autorisations d'occupation du domaine public ;
- les bénéficiaires de salles publiques mises à disposition, de manière gratuite ou onéreuse ;
- les bénéficiaires de prêts de matériel mis à disposition par la Ville ;
- les bénéficiaires de subventions versées aux fins de projets évènementiels.

En substance, la charte prévoit des mesures afin :

- de réduire le recours aux ustensiles jetables (gobelets, assiettes...) et au plastique (lâchers de ballon, confettis...) ;
- de trier systématiquement tous les déchets produits (bio déchets, emballages...) ;
- de réduire et d'adapter les supports de promotion, de communication et autres « goodies » ;
- de favoriser une alimentation locale, issue de l'agriculture biologique et proposant si possible au moins un plat végétarien ;
- de réduire les impacts sonores, lumineux et sur les ressources naturelles des évènements.

La présente charte est établie dans le cadre d'une stratégie globale sur laquelle la Ville est à pied d'œuvre. Elle constitue un outil opérationnel rapidement, notamment dans la perspective du retour de grands évènements du fait de l'assouplissement progressif des contraintes sanitaires d'ici à la rentrée. En effet, la Ville s'engage en parallèle dans un audit fin des mesures d'éco-responsabilité déjà en place, de l'évolution de la réglementation et des progrès pouvant être réalisés en matière d'évènementiel et de subventionnement responsables. A cet effet, la collectivité prévoit d'être accompagnée par une structure spécialisée, en vue d'une formation large de l'administration à l'éco-responsabilité, et afin de proposer une stratégie détaillée concernant la politique de subvention et d'évènementiel au Conseil municipal, milieu 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de charte pour des manifestations et évènements responsables annexée à la présente délibération ;
- De dire que cette charte sera annexée aux conventions ou autres documents signés par les organisateurs d'évènements pour bénéficier de l'aide de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte évènementiel responsable - VILLE - 8 juin - TT.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-161940-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.